

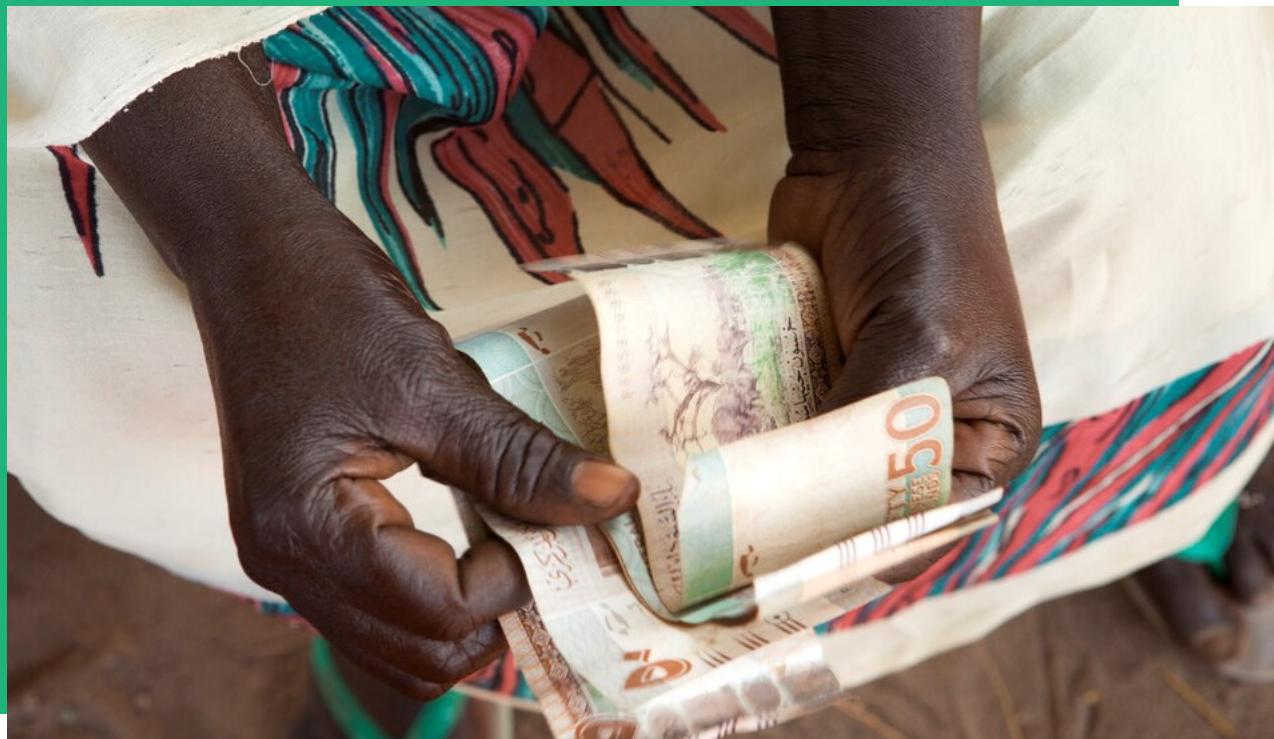


COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Cinquante-troisième session
«Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence»

Rome (Italie), 20-24 octobre 2025

**NOTE DE TRAVAIL DU HLPE-FSN SUR LE RENFORCEMENT DES
INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENTS RESPONSABLES AU
SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION**



Renforcer les investissements et financements responsables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Note de travail relative au Forum de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale organisé en octobre 2025 à Rome (Italie)

Établie par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN)

22 juillet 2025

Photographie de couverture: Soudan. Novembre 2017. Des femmes membres du groupe d'épargne «Sauda» du village de Wad Azzibir lors d'une réunion avec un représentant de la banque ABSUMI, spécialisée dans le financement rural, attendent leur tour pour payer leur mensualité de crédit immobilier. ©FIDA/Marco Salustro.

Comité directeur du HLPE-FSN

Présidente: Akiko Suwa-Eisenmann

Vice-Président: Iain Wright

Membres: Olanike Adeyemo; Marie-Josèphe Amiot-Carlin; Sayed Azam-Ali; Mahmud Duwayri; Ruben Echeverría; Cecilia Elizondo; Hilal Elver; Evan Fraser; Elisabetta Recine; Hettie Schönenfeldt; Rachid Serraj; Stefan Tangermann; Patrick Webb

Les experts participent aux travaux du HLPE FSN à titre personnel et non en tant que représentants de leur gouvernement, institution ou organisation.

Secrétariat du HLPE-FSN

Coordonnateur: Alexandre Meybeck

Chargée de programme: Paola Termine

Responsable de la communication: Silvia Meiattini

Appui administratif: Massimo Giorgi

Adjointe à la recherche: Carlotta Cramer

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tél.: +39 06 570 53252

 www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/fr/

 [@hlpe_cfs](https://twitter.com/hlpe_cfs)

 [@hlpe-fsn.bsky.social](https://bsky.social/@hlpe-fsn)

 [Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition \(HLPE-FSN\)](https://www.linkedin.com/groups/111111111111111111/)

 cfs-hlpe@fao.org

Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), de ses membres, des participants à ses réunions ni de son secrétariat. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, brevetés ou non, soit mentionné ne signifie pas que le HLPE-FSN approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités. Les frontières ainsi que les noms et autres appellations qui figurent sur des cartes n'impliquent de la part du CSA et du HLPE-FSN aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La présente note de travail est mise à la disposition du public; sa reproduction et sa diffusion sont encouragées. Elle peut être copiée, redistribuée et adaptée à des fins non commerciales, à condition qu'elle soit citée de manière appropriée. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais.

Matériel attribué à des tiers: Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cet ouvrage qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de réclamations résultant de la violation de tout élément de l'ouvrage appartenant à un tiers incombe exclusivement à l'utilisateur.

Citer comme suit: HLPE. 2025. *Renforcer les investissements et financements responsables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition – Note de travail relative au Forum de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale organisé en octobre 2025 à Rome (Italie)*. Rome, FAO.

HLPE-FSN

Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) est l'organe des Nations Unies chargé d'évaluer les données scientifiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le monde.

Le HLPE-FSN est l'interface sciences-politiques du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA); il formule des analyses et des conseils indépendants, complets et factuels à la demande du CSA. Ses études sont élaborées suivant un processus scientifique, transparent et inclusif.

Messages clés	5
Principales conclusions	5
Principales recommandations	5
1. Introduction	6
2. Évaluation de l'état actuel des investissements et financements responsables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition	6
 2.1 Sources actuelles de financement et d'investissement dans la sécurité alimentaire et la nutrition	6
2.1.1 Flux financiers publics	7
2.1.2 Flux financiers privés	8
2.1.3 Autres flux financiers	9
 2.2 Où vont les financements destinés à la sécurité alimentaire et à la nutrition?	10
2.2.1 Répartition régionale des financements destinés à la sécurité alimentaire et à la nutrition	10
2.2.2 Répartition des financements consacrés à la sécurité alimentaire et à la nutrition par domaine d'intervention	12
 2.3 Besoins de financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition	14
3. Coût de l'inaction en matière de sécurité alimentaire et DE nutrition	15
4. Voies à suivre pour renforcer le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition	17
 4.1 Mieux mesurer et suivre le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition	17
 4.2 Utilisation effective des financements existants	18
 4.3 Mobiliser de nouvelles sources de financement et encourager l'investissement responsable	19
 4.4 Un rôle de catalyseur à jouer par le CSA	21
Bibliographie	23

MESSAGES CLÉS

Principales conclusions

- Le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition est extrêmement inégal selon les régions: **là où les besoins sont les plus importants, les financements disponibles sont généralement les plus faibles.** Malgré une prévalence plus élevée de l'insécurité alimentaire en Afrique, la seule source de financement par habitant qui y soit plus importante est l'aide au développement (aide publique au développement et autres flux financiers); toutes les autres sources sont inférieures à celles des autres régions.
- **Les envois de fonds constituent un transfert de capitaux important, souvent négligé** (685 milliards d'USD vers les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2023), qui peut contribuer positivement à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
- **Les estimations du déficit de financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition sont très variables**, selon le champ des objectifs, les méthodes utilisées et le coût des interventions. Il est à noter que **seuls les chiffres les plus élevés (supérieurs à 300 milliards d'USD par an) tiennent compte de l'ampleur et de la portée des mesures à prendre pour assurer la sécurité alimentaire** dans toutes ses dimensions, pour tous, aujourd'hui et à l'avenir.
- Malgré ces coûts, **le coût de l'inaction est plus élevé. La malnutrition évitable coûte chaque jour 2,1 milliards d'USD à la planète**, soit 761 milliards d'USD par an.

Principales recommandations

1. Il faudrait que les acteurs investissent dans **l'amélioration des données et du suivi** des flux financiers destinés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et définissent plus clairement les objectifs et les résultats visés en matière de financement.
2. **Il faut utiliser les financements existants de manière plus efficace et efficiente.** Cela nécessite notamment de réorienter l'aide publique vers l'alimentation et l'agriculture, d'optimiser les budgets publics et de coordonner les transferts de fonds pour les orienter vers les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition.
3. **En mobilisant des ressources supplémentaires**, comme le financement de la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement, et en encourageant la participation du secteur privé, on peut aider à combler les déficits de financement.

Le CSA a un rôle de catalyseur à jouer dans le renforcement du financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition en 1) soutenant un suivi centralisé, 2) facilitant l'apprentissage et la coordination entre les membres, et 3) favorisant la convergence des politiques mondiales.

1. INTRODUCTION

La présente note de travail a été établie pour informer le Forum de haut niveau d'octobre 2025 des travaux menés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) sur le renforcement des investissements et financements responsables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Cet axe de travail vise à aider à financer de manière suffisante la sécurité alimentaire et la nutrition en examinant les dépenses estimatives à engager pour éliminer la faim, en évaluant l'état et l'évolution du financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en rendant compte des progrès accomplis, en délibérant sur l'utilisation des normes et en participant à d'autres dialogues mondiaux sur le financement du développement.

La situation, en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la nutrition, se détériore dans le monde. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë a triplé entre 2016 et 2024 (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires, 2025), avec plus de 2,3 milliards de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2023 (FAOSTAT, 2025). La malnutrition représente un coût mondial de 761 milliards d'USD par an (Jain *et al.*, 2024). Dans le même temps, l'aide publique au développement (APD) devrait diminuer de 9 à 17 pour cent en 2025 (OCDE, 2025a) et les ressources publiques limitées subissent la pression de problèmes concurrents (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, 2025). Le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition se heurte donc à d'importantes contraintes (Assemblée générale des Nations Unies, 2025; OCDE, 2025b; Benni, Campolina et Phillips, 2025).

La présente note repose sur le principe selon lequel les systèmes alimentaires doivent assurer à tous la sécurité alimentaire et la nutrition, aujourd'hui et à l'avenir, dans toutes leurs dimensions¹. Le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition peut donc s'entendre comme étant les ressources (y compris les investissements, les politiques fiscales, l'aide et la protection sociale) qui contribuent à la mise en place de systèmes alimentaires capables d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition, en fournissant des aliments nutritifs accessibles à tous, aujourd'hui et à l'avenir².

2. ÉVALUATION DE L'ÉTAT ACTUEL DES INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENTS RESPONSABLES AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

2.1 Sources actuelles de financement et d'investissement dans la sécurité alimentaire et la nutrition

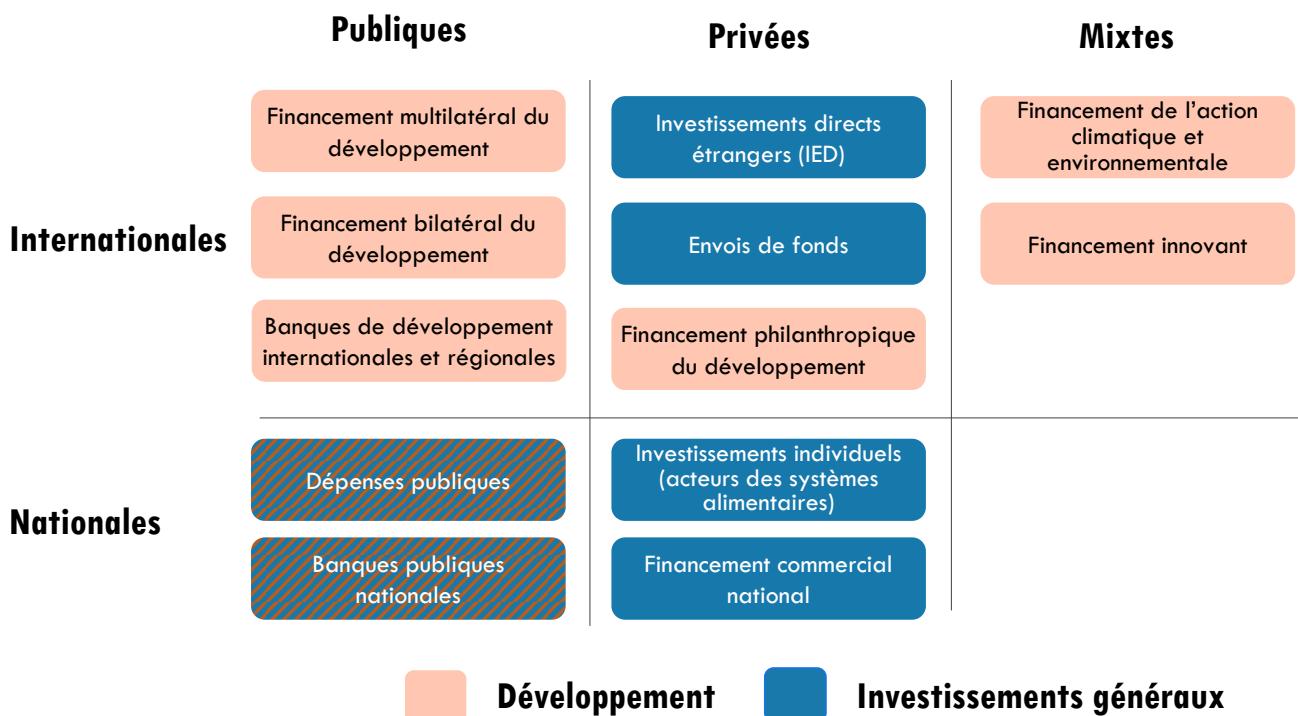
Le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que des objectifs connexes provient d'un large éventail de sources nationales et internationales, publiques, privées ou mixtes (Figure 1). Certains de ces flux visent spécifiquement à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, tandis que d'autres, y compris des flux

¹ Disponibilité, accès, utilisation, stabilité, durabilité et agencéité (HLPE, 2020).

² Le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition utilise ci-après cette interprétation. Toutefois, la note s'appuie sur des données provenant d'institutions qui utilisent des concepts différents, certains plus restrictifs et d'autres (par exemple, la transformation des systèmes alimentaires) plus proches du nôtre. Lorsque des données sont référencées, c'est la terminologie originale qui est utilisée.

privés, s'orientent vers des systèmes alimentaires et agricoles dont la contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition varie. Les systèmes alimentaires ainsi que la sécurité alimentaire et la nutrition sont des concepts multidimensionnels – les investissements sont d'ailleurs de plus en plus multisectoriels – qui ne s'harmonisent pas facilement avec des approches sectorielles uniques d'établissement de rapports financiers et de suivi des résultats (FAO *et al.*, 2024). En conséquence, il est difficile de suivre des flux financiers consolidés. La section qui suit présente des chiffres indicatifs pour une série de canaux, utilisant des définitions et des champs d'application déterminés par la disponibilité des données.

Figure 1: Sources de financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition: publiques, privées et mixtes; internationales et nationales



Source: Graphique adapté par les auteurs.

2.1.1 Flux financiers publics

Le financement du développement – APD et autres flux officiels – destiné à la sécurité alimentaire et à la nutrition, tel que défini dans le rapport sur *L'État de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde* (rapport de 2024), s'est élevé en moyenne à 76 milliards d'USD par an entre 2017 et 2021 (FAO *et al.*, 2024). Ce volume est stable mais en baisse en proportion du montant total de l'aide au développement (actuellement 23 pour cent). Près de la moitié (48,68 pour cent) de l'aide au développement consacrée à la sécurité alimentaire et à la nutrition est destinée à la consommation alimentaire directe, et 18,42 pour cent à la santé. Par ailleurs, 34,21 pour cent des aides s'attaquent aux principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition que sont, notamment, des facteurs structurels et des facteurs tels que les conflits, le changement climatique et les ralentissements économiques, y compris par le biais de la protection sociale (*ibid.*). Il est à noter qu'actuellement, la composition du financement du développement évolue: la contribution des autres

flux financiers (AFF) (flux non concessionnels tels que les prêts et les initiatives commerciales) est passée de 23,2 pour cent à 37,5 pour cent entre 2021 et 2022. Cela reflète probablement une réduction des subventions et une participation accrue du secteur privé, notamment par le biais de financements mixtes (Benni, Campolina et Phillips, 2025).

Le soutien apporté dans le monde aux agriculteurs nationaux est estimé se situer entre 540 et 635 milliards d'USD par an (Damania *et al.*, 2023; FAO, PNUD et PNUE, 2021). Ce montant comprend des subventions directes, des mesures commerciales, des allégements fiscaux, la mise en place d'infrastructures ainsi que des activités de recherche-développement (R-D), bien que la majorité de cette aide aille directement aux producteurs agricoles (incitations financières, subventions aux intrants et aux extrants, et subventions basées sur des facteurs de production) (*ibid.*). Les subventions fiscales et autres mesures de soutien peuvent avoir des effets divers, voire contradictoires: liées à l'augmentation des rendements agricoles et des revenus des agriculteurs (Nguyen, Russ et Triyana, 2023), elles peuvent également encourager «des comportements susceptibles de nuire à la santé, à la durabilité, à l'équité et à l'efficience des systèmes alimentaires» (FAO, PNUD et PNUE, 2021, p. 3).

2.1.2 Flux financiers privés

L'action philanthropique menée à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition s'est élevée en moyenne à 4 milliards d'USD entre 2017 et 2021, soit 30 pour cent de l'ensemble des flux philanthropiques consacrés au développement (FAO *et al.*, 2024). Les deux tiers de ces fonds ont été consacrés à la consommation alimentaire et à la santé, tandis qu'un tiers a ciblé les principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

Les investissements privés sont difficiles à quantifier, mais probablement très importants, car plus de 8 600 milliards d'USD d'actifs financiers privés sont actuellement investis dans les systèmes alimentaires mondiaux (Elwin *et al.*, 2023). Plus précisément, environ 277 milliards d'USD d'investissements étrangers directs (IED) ont été investis dans le secteur alimentaire entre 2003 et 2019 (Zhao et Chen, 2023). Comme ces investissements sont destinés à des activités liées aux systèmes alimentaires, il est particulièrement difficile de quantifier la valeur des investissements privés qui ont des effets positifs sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Selon une estimation, seuls 1,94 pour cent (4,42 milliards d'USD) des financements privés internationaux consacrés au développement durable en 2022 ont été investis dans le développement alimentaire et agricole (CNUCED, 2023).

La plupart des investissements réalisés dans l'agriculture artisanale proviennent des petits exploitants eux-mêmes³, souvent de l'épargne des agriculteurs (y compris les envois de fonds), ce qui démontre l'importance que revêtent les agriculteurs et d'autres acteurs de la chaîne de valeur agricole pour ce qui est d'investir dans la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE, 2013). Bien que les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) des chaînes de valeur agricoles soient souvent négligées dans les analyses, les effets positifs de leurs investissements dans des infrastructures essentielles de stockage, de transformation et de commercialisation, ainsi que dans l'agriculture artisanale par le biais de contrats d'approvisionnement, sont de plus en plus reconnus (Reardon, 2025).

Les envois de fonds de migrants représentent un transfert international de fonds considérable, considéré comme la «principale source externe» de financement des pays en développement (OCDE, 2025b, p. 22), et contribuent souvent directement à la sécurité alimentaire et à la nutrition en finançant la consommation et les activités productives et en soutenant les moyens de subsistance. En 2024, environ 685 milliards d'USD américains ont été transférés sous forme d'envois de fonds vers des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Ratha, Plaza et Kim, 2024). Jusqu'à la moitié des transferts de fonds sont reçus dans les zones rurales (FIDA, 2017), et l'on estime que 46,8 pour cent du total contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition (FAO *et al.*, 2024). En tant que transfert de revenus, les transferts de fonds sont fongibles et leur effet sur la sécurité alimentaire et la nutrition – ou sur tout autre résultat – est donc difficile à déterminer (voir par exemple Yang, 2011). En effet, des études montrent que les effets des revenus issus des envois de fonds sur les dépenses alimentaires, les investissements agricoles et la sécurité alimentaire varient (Adams, 1998; Ajefu et Ogebe, 2021; Mabrouk et Mekni, 2018; Mishra, Kondratjeva et Shively, 2022; Subramanian, Mason et Azman, 2022).

2.1.3 Autres flux financiers

Entre 2000 et 2021, les financements climatiques et environnementaux destinés à l'agriculture, aux forêts et aux autres utilisations des terres (AFAUT) ont augmenté lentement, diminuant en proportion du montant total des financements climatiques (Galbiati *et al.*, 2023). Toutefois, entre 2019-2020 et 2021-2022, cette part est passée de 3,6 pour cent à 7,2 pour cent du total des flux financiers consacrés au climat, atteignant 95 milliards d'USD en 2021-2022 (CLIC, 2025; CPI, 2023). Selon un autre calcul et un autre champ d'étude, seuls 2,5 pour cent des financements publics mondiaux destinés à l'action climatique ont été consacrés aux systèmes alimentaires, et 1,5 pour cent explicitement aux résultats de systèmes alimentaires durables (Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, 2024). **La part des financements climatiques alloués à l'AFAUT ou aux systèmes alimentaires est faible si l'on tient compte, premièrement, de l'importance particulière que revêt l'agriculture sur le plan de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, deuxièmement, de la**

³ Les limites de taille et la terminologie utilisées pour les petites exploitations ou les exploitations familiales varient selon les régions. Cette classification inclut donc les exploitations familiales de tailles moyenne et grande lorsque cela est approprié à la typologie régionale, et les conclusions se fondent sur les principales caractéristiques de l'agriculture artisanale, soulignant l'importance de la main-d'œuvre familiale (HLPE, 2013).

relation qui existe entre le changement climatique et la sécurité alimentaire, et troisièmement, des 368 milliards d'USD US estimatifs investis chaque année dans l'adaptation au changement climatique par les petits producteurs eux-mêmes (Kelly, 2024; Phiri et Doku, 2024; Hou-Jones et Sorsby, 2023).

Le financement mixte, qui combine fonds publics concessionnels et fonds privés, peut être un moyen efficace de réduire les risques liés aux investissements privés, de démontrer la viabilité économique d'une opération et de mobiliser des fonds de développement pour attirer des ressources privées supplémentaires (Woodhill, Surie et Jones, 2024). Les mécanismes innovants de financement du développement durable se multiplient à l'échelle mondiale mais restent modestes: en 2021, seuls 2 pour cent de l'APD destinée à l'agriculture ont été utilisés pour le financement mixte (Apampa *et al.*, 2021) et, entre 2020 et 2022, seuls 1,2 milliard d'USD en moyenne ont été investis dans des opérations de financement mixte d'activités appuyant l'objectif de développement durable (ODD) 2 (FAO *et al.*, 2024). En outre, de nombreux mécanismes financiers innovants peuvent être inaccessibles aux petits exploitants, aux PME, aux femmes et aux jeunes en raison de leur faible accès aux institutions structurées, du manque de connaissances et de données, des coûts d'accès élevés et de mécanismes financiers qui ne sont pas conçus en fonction des cycles agricoles (Wattel *et al.* 2024).

2.2 Où vont les financements destinés à la sécurité alimentaire et à la nutrition?

2.2.1 Répartition régionale des financements destinés à la sécurité alimentaire et à la nutrition

Le tableau 1 présente les chiffres régionaux relatifs aux financements disponibles pour la sécurité alimentaire et la nutrition, classés par source de financement et par dépense, à partir des données relatives aux sources de financement du développement durable mises en avant par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2025b, p. 21) et de celles relatives au financement de l'action climatique. Compte tenu de la variabilité des données et du chevauchement de certaines catégories, les chiffres sont indicatifs et ne correspondent pas au total des flux destinés à la sécurité alimentaire et à la nutrition (voir la note relative aux données – [Annexe web](#)). Malgré ces limites, il est possible de tirer d'importantes conclusions quant à l'importance relative des sources et des différences observées dans la répartition régionale.

Tableau 1: Données sélectionnées et non exhaustives sur les financements disponibles (en blanc) et engagés (en gris) pour la sécurité alimentaire et la nutrition et les activités connexes

Source	Année	Afrique			Asie			Amérique latine et Caraïbes		
		Total (en milliards d'USD)	Par habitant (USD)	% du PIB par habitant	Total (en milliards d'USD)	Par habitant (USD)	% du PIB par habitant	Total (en milliards d'USD)	Par habitant (USD)	% du PIB par habitant
APD et AFF destinés à la sécurité alimentaire et à la nutrition (FAO et al., 2024)	2	27	19	0,77	29	7	0,05	7	12	0,07
Total des envois de fonds (Banque mondiale, 2025)	2023	90,84	61,46	2,40	364,12	76,82	0,51	158,90	241,24	1,44
Financement de l'action climatique (CLIC, 2025)	2021/2022	9,30	5,76	0,13	45,10	10,65	0,16	5,80	9,04	0,05
Dépenses publiques (FAOSTAT, 2025a)	2022	15,07	10,43	0,42	505,07	107,34	0,78	22,33	34,13	0,20
Investissements étrangers directs dans l'agriculture (FAOSTAT, 2025b)	2022	0,28	0,19	0,008	4,08	0,87	0,006	8,04	12,29	0,07

Source: Tableau adapté par l'auteur sur la base des données suivantes: CLIC. 2025. *Landscape of Climate Finance for Agrifood Systems 2025*. <https://climateshotinvestor.org/publications/landscape-of-climate-finance-for-agrifood-systems-2025>; FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2024. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 – des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*. Rome. <https://openknowledge.fao.org/items/d5907579-a913-42ee-80fb-9aad078d5dc4>; FAOSTAT. 2025a. FAOSTAT: Dépenses publiques. [Consulté le 6 mai 2025] <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/IG>; FAOSTAT. 2025b. FAOSTAT: L'investissement direct étranger (IDE). [Consulté le 6 mai 2025] <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FDI>; Banque mondiale. 2025. World Development Indicators: Total Remittances. [Consulté le 6 mai 2025] <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>. Voir [l'Annexe web](#) pour plus de détails sur les classifications régionales et le traitement des données.

Souvent au cœur des dialogues menés sur la sécurité alimentaire et la nutrition, **l'importance relative de l'aide varie considérablement d'une région à l'autre**. L'Afrique est le continent qui affiche le taux régional le plus élevé d'insécurité alimentaire modérée et grave, avec 58 pour cent en 2023; son PIB par habitant est inférieur à celui des autres régions, mais dans de nombreux cas, elle dispose de moins de fonds. Globalement, l'APD et les AFF revêtent une importance plus grande en Afrique, avec un volume par habitant plus élevé et une part plus importante du PIB par habitant. En outre, en Afrique, l'APD et les AFF sont nettement plus élevés que les dépenses publiques, alors qu'en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes, la relation est inverse (et la différence de volume plus marquée en Asie).

D'après les données présentées dans le tableau 1, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture et les envois de fonds sont les principales sources de financement. Les dépenses publiques ont des effets positifs sur la sous-alimentation (Marson, 2025), mais en Afrique, où l'insécurité alimentaire est la plus élevée, ces dépenses par habitant sont inférieures à un dixième de celles engagées en Asie et à un tiers de celles engagées en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il faut impérativement renforcer les budgets publics et optimiser la cohérence des budgets nationaux limités si l'on veut financer de manière suffisante la sécurité alimentaire et la nutrition.

En Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes, les transferts de fonds sont nettement plus importants que les autres sources étudiées, tandis qu'en Asie, ce sont eux qui sont globalement les plus élevés, dépassés, cependant, par les dépenses publiques. Dans toutes les régions, ces transferts sont particulièrement importants par rapport aux IED. Comme pour les dépenses publiques, c'est en Asie que le volume total des transferts de fonds est le plus élevé, mais c'est en Amérique latine et dans les Caraïbes que leur poids par habitant est plus important, tandis qu'en Afrique, ils représentent une part plus importante du PIB par habitant. Les envois de fonds sont des transferts individuels généralement non assortis de restrictions de dépenses, de sorte que leur impact est difficile à déterminer ou à suivre. En coordonnant mieux les dépenses liées à ces envois, on pourrait donc optimiser les résultats.

Enfin, le poids relatif du financement de l'action climatique varie selon les régions, en particulier par rapport à l'APD et aux AFF. En 2021-2022, la valeur mondiale du financement climatique destiné à l'AFAUT a atteint 95 milliards d'USD, contre 77 milliards d'USD pour l'APD et les AFF en 2021 (CLIC, 2025; FAO *et al.*, 2024)⁴. Toutefois, le financement climatique n'est supérieur à l'APD et aux AFF qu'en Asie, tandis qu'il est légèrement inférieur en Amérique latine et dans les Caraïbes et considérablement inférieur en Afrique.

Comme le montrent les données du tableau 1, **la répartition des financements et des investissements dans la sécurité alimentaire et la nutrition est très inégale dans le monde. C'est généralement là où les besoins sont les plus importants que les financements disponibles sont les plus faibles.**

2.2.2 Répartition des financements consacrés à la sécurité alimentaire et à la nutrition par domaine d'intervention

La plupart des financements du développement destinés à la sécurité alimentaire et à la nutrition ciblent les déterminants immédiats de la sécurité alimentaire et de la nutrition (consommation alimentaire et santé, définition «de base» du rapport *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024*), tandis que 35 pour cent ciblent les facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition (définition «élargie» de ce même rapport) (FAO *et al.*, 2024). En outre, une faible proportion de l'APD (9,6 milliards d'USD en 2019, soit 0,5 pour cent du total) est considérée comme visant précisément la nutrition (Bove, Nordhagen et Zonnenberg,

⁴ Il est à noter que les données se rapportent à des champs d'étude différents et que, bien qu'ils se recoupent, les indicateurs ne sont pas entièrement harmonisés.

2023). De même, 91,9 pour cent des 344 milliards d'USD envoyés par des particuliers vers des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure pour contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition ont été consacrés à la consommation immédiate d'aliments, contre 6,4 pour cent à des investissements à long terme dans des systèmes agroalimentaires ruraux et 2 pour cent dans des systèmes agroalimentaires urbains (FAO *et al.*, 2024).

Le financement humanitaire dans les contextes de crise alimentaire vise principalement l'assistance alimentaire, notamment l'aide alimentaire et les transferts monétaires (85 pour cent), tandis que les dépenses consacrées aux programmes de nutrition (12 pour cent) et à l'aide d'urgence à l'agriculture et aux moyens de subsistance agricoles (3 pour cent) sont moins importantes (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires, 2024). Ce financement est très concentré, les fonds visant à 70 pour cent 10 crises ponctuelles, tandis que 91 pour cent du financement interinstitutions va à la résolution de crises prolongées (Development Initiatives, 2024). En parallèle, **seulement 1 pour cent des fonds humanitaires est utilisé pour des mesures d'anticipation, malgré l'efficacité à long terme de cette approche** (*ibid.*; FAO, OCHA et PAM, 2025).

Il est à noter que les dépenses publiques peuvent influer directement sur la nutrition, selon leur affectation. Dans le monde, l'aide publique à l'agriculture – qui comprend les dépenses publiques consacrées aux paiements directs à l'agriculture, aux subventions, à la R-D agricole et aux services de vulgarisation – est dominée par les cultures de base et des cultures commerciales telles que le blé, le riz, le maïs, le sucre, ainsi que par la viande. Cela, parallèlement aux subventions versées pour les engrains et les semences, peut avoir des effets divergents sur la sécurité alimentaire et la nutrition: une dépendance excessive à l'égard des cultures vivrières peut nuire à la diversité alimentaire, tandis que la stimulation de la productivité agricole accroît directement la disponibilité alimentaire à court terme (FAO, 2024). En outre, en moyenne, seuls 1,7 pour cent des dépenses publiques sont considérées comme tenant compte de la nutrition, et elles sont souvent fragmentées et imprévisibles (Greener *et al.*, 2016). Par ailleurs, **les données disponibles indiquent que les financements climatiques et innovants offrent un puissant moyen d'intégrer véritablement les résultats nutritionnels, bien que leur mise en œuvre n'en soit qu'à ses débuts** (Bove, Nordhagen et Zonnenberg, 2023; Dell'Aria *et al.*, 2025).

Les financements privés internationaux (comme les IED) peuvent influer sur le développement de l'agriculture et des systèmes alimentaires et, par conséquent, sur les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Dans certains contextes, les IED peuvent contribuer positivement au développement agricole. Il a été démontré qu'ils favorisent la transition vers une agriculture à forte valeur ajoutée en Asie, notamment dans le secteur des fruits et légumes (Tada, Hu et Tokrisna, 2012), et qu'ils ont eu un effet à moyen et long terme sur la croissance de la valeur ajoutée dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche dans 16 pays en développement, leur contribution à l'augmentation de la valeur ajoutée attirant à son tour davantage d'IED (Nyiwl et Koirala, 2022). Toutefois, les données sur les résultats précis des IED sont limitées et il est difficile d'établir des relations concluantes, notamment en ce qui concerne le choix des cultures et les arbitrages qu'il est possible de réaliser entre différentes activités agricoles (par exemple, le choix entre alimentation, carburant et fourrage).

Les différents acteurs financiers peuvent mettre à profit leurs avantages comparatifs respectifs – déterminés par la disponibilité de financements, le calendrier, les attentes en matière de rendement, le type d'instrument utilisé, les résultats escomptés, le mandat, l'expérience et le niveau de viabilité économique – pour investir en priorité là où ils sont les plus à même d'agir (Díaz-Bonilla, 2021; 2023; Fondation Gates, 2024; Benni, Campolina et Phillips, 2025). Il s'agit notamment d'utiliser les finances publiques pour mobiliser des ressources privées et les orienter vers des investissements responsables, par exemple au moyen de mesures incitatives, d'investissements publics dans des environnements favorables grâce à des infrastructures, à l'information et à la recherche, et de mécanismes financiers public-privé. Par exemple, l'outil d'optimisation des politiques (PolOpt) de la FAO⁵, en guidant les dépenses publiques des pays, les aide à assurer la cohérence des politiques sans alourdir la charge fiscale. Cet outil vise à atteindre de multiples objectifs, faisant en sorte que soient mises en place des politiques efficientes et cohérentes qui produisent des résultats socioéconomiques et environnementaux (FAO, 2025b). Il est à noter que cet outil est une initiative phare menée par le Programme intégré pour les systèmes alimentaires du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)⁶ pour viser de manière stratégique plusieurs objectifs de politique générale (FAO, 2025a).

2.3 Besoins de financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Les estimations du déficit de financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition divergent fortement selon la portée des objectifs, les méthodes utilisées et le coût des interventions, allant de la prévention ou de la réduction de la faim à la mise en place de systèmes alimentaires capables d'assurer à tous la sécurité alimentaire et la nutrition, aujourd'hui et à l'avenir.

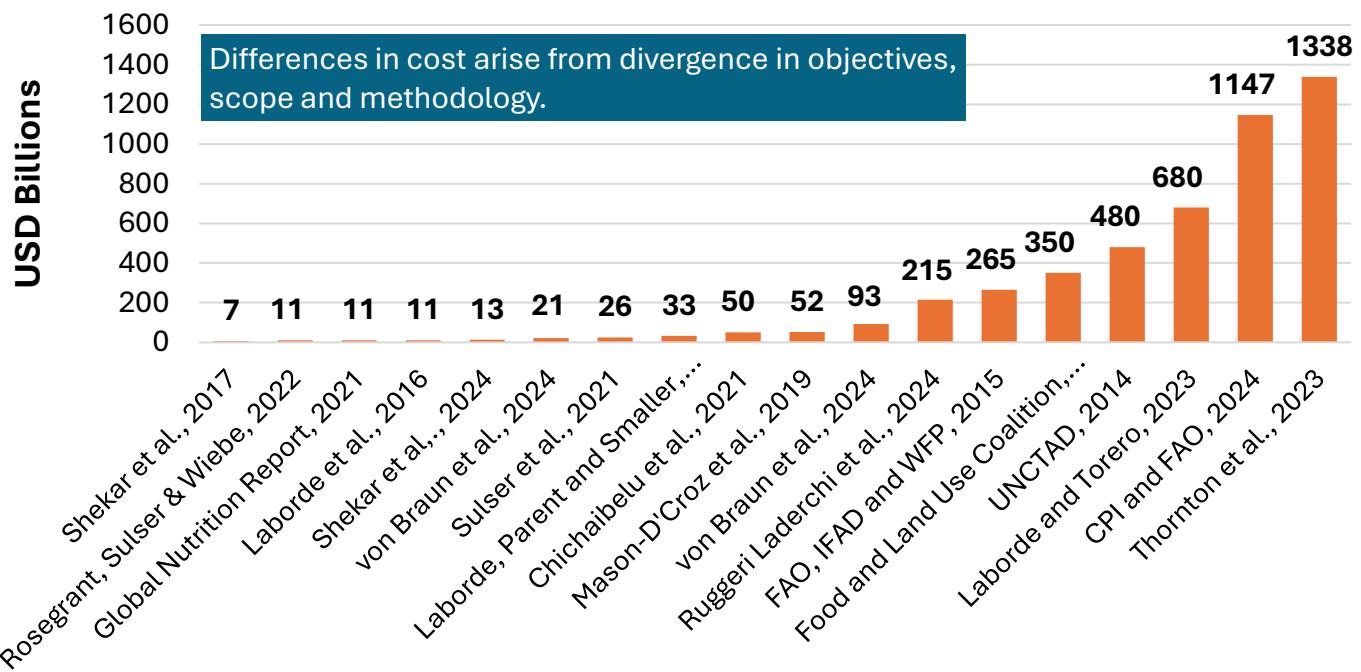
Le Programme de travail pluriannuel du CSA envisage les financements à entreprendre pour que les systèmes alimentaires mettent fin à la faim et à la malnutrition, mais aussi, «simultanément, éliminent la pauvreté, réduisent les inégalités sous toutes leurs formes et aident à atteindre les objectifs définis en matière de climat, de biodiversité et de qualité des sols ainsi que les autres ODD» (CSA, 2023, p. 8). Figure 2 présente une compilation des dépenses annuelles estimatives à engager pour éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et la nutrition et transformer les systèmes alimentaires. Ces estimations ont des objectifs et des mesures différents, couvrent des périodes et des interventions différentes et utilisent des méthodes différentes (voir El Harty et Smaller, 2024). Les chiffres les plus bas, compris entre 7 et 50 milliards d'USD, se concentrent sur la nutrition et la réduction ciblée de la faim. Les chiffres intermédiaires (entre 50 et 300 milliards d'USD) incluent la productivité agricole, l'adaptation au climat et la sécurité alimentaire. **Il est à noter que seuls les chiffres les plus élevés (supérieurs à 300 milliards d'USD), qui concernent une transformation structurelle des systèmes alimentaires englobant la sécurité alimentaire et la nutrition, les objectifs environnementaux et climatiques et des moyens de subsistance solides, peuvent permettre d'atteindre les objectifs définis dans la demande**

⁵ <https://openknowledge.fao.org/items/7f9ca1b1-ace7-4c72-84ae-7079c5bfccab>.

⁶ <https://www.fao.org/gef/Portfolio/FSIP/en>.

du CSA. Beaucoup prévoient d'importants investissements dans la R-D agricole, tandis que les chiffres les plus élevés incluent également des filets de sécurité sociale et des investissements à grande échelle en faveur des pauvres. Enfin, la plupart des estimations portent sur la période allant jusqu'en 2030, tandis que certaines vont jusqu'en 2034, 2040 ou 2050. Le but de ce graphique n'est donc pas de comparer ces estimations, mais de montrer leur fourchette, soulignant la nécessité de comprendre ce qui est couvert pour estimer les besoins de financement.

Figure 2: Estimations des dépenses annuelles à engager en milliards d'USD pour éliminer la faim et atteindre les objectifs connexes. Graphique adapté par les auteurs sur la base d'une analyse de la littérature existante. Voir [l'Annexe web](#).



[Légendes de la figure 2:

Les différences de coût résultent de la divergence des objectifs, du champ d'étude et de la méthode utilisée
Milliards d'USD]

3. COÛT DE L'INACTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION

Les besoins de financement à combler pour mettre en place des systèmes alimentaires capables d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition aujourd'hui et à l'avenir sont élevés, mais l'impératif de mobiliser les fonds nécessaires est encore supérieur. En investissant de manière opportune, on peut produire des avantages économiques et sociaux directs et diversifiés et éviter les coûts d'une inaction liés à la santé et à la perte de productivité.

L'inaction face à la malnutrition évitable (retard de croissance, allaitement maternel, anémie et faible poids à la naissance) représente un coût mondial de 2,1 milliards d'USD par jour, soit 761 milliards d'USD par an (Jain *et al.*, 2024). Par ailleurs, une autre étude a estimé ce coût à 41 000 milliards d'USD sur une période de 10 ans, dont environ la moitié provient des «pertes de productivité économique à long terme résultant d'une sous-alimentation et de carences en micronutriments» (Shekar *et al.*, 2024; p. xxxiv). Le coût annuel mondial est inférieur à 1 pour cent du revenu national brut (RNB) dans le monde, mais en représente 6,8 pour cent dans les pays à faible revenu (Nutrition International, 2024). En parallèle, chaque dollar investi dans la nutrition peut générer 23 USD de bénéfices durables tels que les effets à long terme d'une nutrition optimale pendant la petite enfance sur le développement (Shekar *et al.*, 2024).

Les investissements réalisés dans la R-D agricole au service de la transformation des systèmes alimentaires peuvent accroître le PIB de 1 700 milliards d'USD et le revenu par habitant de 1,9 pour cent en 2030 dans les pays du Sud (Rosegrant, Sulser et Wiebe, 2022). En outre, l'inaction face aux problèmes humanitaires peut aggraver les conflits et compromettre les efforts de consolidation de la paix. L'insécurité alimentaire rend les communautés plus vulnérables et favorise les troubles, la violence et les flux de réfugiés (PAM, 2017; Murphy et Barry-Jester, 2025). Cela compromet à son tour les efforts de consolidation de la paix, exacerbé les risques et peut conduire à de futurs conflits, accroissant ainsi les besoins humanitaires globaux et les coûts correspondants (Purkey, 2019; Hammar, 2014; Milner, 2019). En outre, en investissant dans des mesures d'anticipation, on obtient un rendement sept fois supérieur à celui qu'on obtiendrait en investissant dans des pertes évitées et d'autres avantages (FAO, OCHA et PAM, 2025).

Le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que des objectifs connexes est également plus efficient lorsqu'il est envisagé de manière globale et soutenu par des politiques cohérentes, comme le montre l'évolution du financement climatique et environnemental au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Par exemple, le Programme intégré pour les systèmes alimentaires du FEM, mené dans le cadre de la huitième reconstitution des ressources du Fonds, marque un changement d'approche qui va au-delà des avantages connexes que présente le mandat environnemental pour cibler activement la cohérence des politiques et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FEM, 2021). Il reconnaît que les systèmes alimentaires sont un facteur de dégradation de l'environnement et qu'ils partagent des facteurs communs avec de nombreux problèmes environnementaux, et consacre 282 millions d'USD (et environ 1,8 milliard d'USD en cofinancement) à la mise en place de systèmes alimentaires résilients et durables (FEM, 2024). Utilisant l'outil PolOpt de la FAO, les investissements mettent l'accent sur la cohérence des politiques agricoles, environnementales, sanitaires et socioéconomiques au travers d'une approche pangouvernementale et d'une optimisation des dépenses publiques (FEM, 2021; 2023). Le Fonds vert pour le climat, quant à lui, accorde dans son portefeuille une place croissante aux systèmes alimentaires, soutenant des systèmes qui sont à la fois adaptés au climat – résilients aux effets du changement climatique – et de nature à avoir une moindre incidence sur le climat (FVC, 2025). L'évolution du financement de l'action climatique et de la protection de

l'environnement montre ainsi que prendre en compte le coût dynamique de l'inaction et les synergies entre les multiples objectifs est économiquement judicieux et peut produire de meilleurs résultats.

Le coût de l'inaction révèle l'impératif économique et l'opportunité que représentent des investissements opportuns dans la sécurité alimentaire et la nutrition. Cependant, les coûts et les avantages sont souvent répartis de manière inégale et se manifestent à des moments différents. À titre d'illustration, les coûts mondiaux de systèmes alimentaires inéquitables et non durables sont principalement générés dans les pays à revenu élevé et dans les pays à revenu intermédiaire, mais pèsent davantage sur le PIB des pays à faible revenu en raison des coûts sociaux de la pauvreté, de la sous-alimentation et de toutes les formes de malnutrition (FAO, 2023). Une exception notable est toutefois le coût plus élevé que supportent les donateurs de l'aide humanitaire accordée par bénéficiaire aux personnes déplacées de force dans les pays donateurs par rapport à celui supporté dans les pays en développement (Karas et Kohlenberger, 2023). **Les cadres stratégiques qui renforcent les structures d'incitation peuvent aider à tirer pleinement profit des gains qui pourraient découler de l'argumentaire économique favorable à des investissements et à des financements responsables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.**

4. VOIES À SUIVRE POUR RENFORCER LE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

La mobilisation de ressources financières au service des systèmes alimentaires et l'assurance qu'elles seront correctement ciblées sur la sécurité alimentaire et la nutrition constituent une priorité mondiale qui nécessite de mettre en place une coordination multipartite pour mener des actions porteuses de transformation à tous les niveaux. Les principales voies à suivre sont les suivantes: 1) harmoniser les définitions et les méthodes utilisées pour suivre les dépenses par rapport aux objectifs; 2) utiliser de manière efficiente les financements en optimisant les politiques; et 3) coordonner les efforts pour attirer de nouvelles sources de financement.

En tant que plateforme intergouvernementale et multipartite, le CSA peut jouer un rôle fondamental en harmonisant le suivi des progrès, en facilitant le partage des connaissances et la coordination, et en favorisant la cohérence des politiques mondiales.

4.1 Mieux mesurer et suivre le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Pour financer la sécurité alimentaire pour tous, aujourd'hui et à l'avenir, il faut disposer de meilleures données sur les flux financiers orientés vers les systèmes alimentaires. D'importantes lacunes persistent dans les données dont on dispose sur les financements actuels consacrés à la sécurité alimentaire, sur le coût estimé de la réalisation de la sécurité alimentaire et des objectifs connexes, ainsi que sur leur répartition régionale et sectorielle. Ces divergences s'expliquent par des définitions différentes de la sécurité alimentaire, une transparence et une disponibilité des données limitées, et des catégories de dépenses incohérentes.

Le document final de la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4) appelle à améliorer la qualité des données financières pour «permettre la prise de décisions stratégiques fondées sur des données factuelles» (DESA, 2025, p. 4). De même, le volet financier du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires appelle à intensifier les initiatives menées actuellement pour normaliser le suivi du financement des systèmes alimentaires (UNFSS *et al.*, 2021). Au niveau mondial, l'outil de suivi des flux financiers vers les systèmes alimentaires (3FS) (FIDA et Banque mondiale, 2023) s'appuie sur les efforts menés antérieurement par la Banque mondiale dans le domaine de la protection sociale et par le mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) dans le domaine de la nutrition pour suivre de manière exhaustive les flux au niveau national. En parallèle, le baromètre des investissements ATLAS se concentre sur l'Afrique, et le suivi du Rapport sur la nutrition mondiale⁷ surveille les investissements réalisés dans la nutrition. Il faudrait combiner ces outils mondiaux, régionaux et sectoriels avec un renforcement de la collecte de données au niveau des MPME, des ménages et des entreprises.

Il faut définir ce que sont les progrès pour pouvoir suivre l'efficience du financement. Il est donc prioritaire de s'entendre sur les objectifs financiers et les résultats visés, tenant compte non seulement du volume, mais aussi de l'utilisation effective des fonds.

4.2 Utilisation effective des financements existants

D'importantes ressources provenant de sources privées, publiques et mixtes sont déjà investies dans les systèmes alimentaires. «Mieux utiliser les ressources disponibles» – en veillant à ce que les financements existants soient ciblés sur des investissements responsables, utilisés de manière optimale et détournés des activités qui nuisent à la sécurité alimentaire et à la nutrition – est un moyen incontournable de renforcer les financements et de combler les déficits (Díaz-Bonilla *et al.*, 2023, p. 531).

Pour utiliser efficacement les ressources, on peut s'appuyer sur les cadres existants afin de réorienter les politiques et le soutien financier au service de l'alimentation et de l'agriculture (voir Damania *et al.*, 2023; Assemblée générale des Nations Unies, 2025; FAO, PNUD et PNUE, 2021; Kharas, Prizzon et Rogerson, 2015; FAO *et al.*, 2022), ainsi que sur des approches d'optimisation des politiques telles que l'outil PolOpt de la FAO, conçu pour aider, en optimisant les budgets nationaux consacrés à l'alimentation et à l'agriculture, à atteindre des objectifs multiples. Il faudra également prévoir de formaliser l'adoption des Principes du CSA pour des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (IRA) afin de filtrer les investissements au regard de normes responsables convenues au niveau multilatéral, notamment grâce à des outils de conformité efficaces (Mirza, 2024; Bulman *et al.*, 2024).

⁷ <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-growth-commitment-tracking/>.

Des approches innovantes peuvent aider à utiliser efficacement les ressources. Compte tenu du volume des flux de transferts de fonds par rapport à l'aide au développement, il est particulièrement judicieux de coordonner leur utilisation pour assurer des investissements porteurs de transformation dans la sécurité alimentaire et la nutrition et réduire le coût des transferts. Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds du FIDA aide à accéder au crédit, accroît l'épargne et les investissements en maximisant l'impact des transferts de fonds et montre comment ceux-ci peuvent déclencher des investissements ruraux diversifiés dans la climato-résilience (FIDA, 2024). En outre, il faut qu'une utilisation efficace des ressources promeuve l'inclusion et l'accessibilité. Les technologies financières inclusives peuvent favoriser la sécurité alimentaire en surmontant les obstacles courants à l'accès au crédit, à l'épargne et à l'assurance que sont notamment les garanties et l'enregistrement (Mapanje *et al.*, 2023; Idika *et al.*, 2024). On pourra appuyer l'inclusivité financière en numérisant les envois de fonds (FIDA, G20 et GPFI, 2024) et en introduisant des transferts inconditionnels, approche holistique qui s'est révélée efficace pour améliorer la sécurité alimentaire (Tiwari *et al.*, 2016).

Les financements publics, ressource relativement modeste mais plus facilement mobilisable par la volonté politique, peuvent aider à encourager des investissements privés potentiellement très importants dans des activités qui favorisent la sécurité alimentaire et la nutrition, comme le préconise le processus de la FFD4 (DESA, 2025). Au-delà de la réduction des risques liés aux investissements privés, les ressources publiques peuvent activement influencer l'impact produit (Mazzucato, 2025): en investissant dans des biens publics (par exemple, l'éducation et la R-D, les systèmes d'information et les infrastructures de transport, d'eau et d'énergie) et en orientant les incitations politiques, combinées à des mécanismes financiers innovants propres à réduire les risques liés aux investissements privés, les ressources publiques peuvent faciliter des volumes plus importants d'investissements privés, y compris des envois de fonds, dans des systèmes alimentaires qui appuient la sécurité alimentaire et la nutrition, favorisant ainsi une allocation efficiente des ressources.

4.3 Mobiliser de nouvelles sources de financement et encourager l'investissement responsable

Il est également essentiel de mobiliser des financements supplémentaires pour diversifier, renforcer et adapter les ressources consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Bien qu'il soit difficile d'attirer de nouveaux financements, il existe des voies prometteuses qui reconnaissent les avantages communs que présentent la sécurité alimentaire et la nutrition et d'autres objectifs de développement durable.

La part des financements climatiques investis dans l'AFAUT est faible, mais le potentiel de croissance important. Il existe des avantages communs notables entre la sécurité alimentaire et la nutrition et les investissements climatiques (ONU, 2019; Crumpler et Meybeck, 2020), et les financements climatiques peuvent contribuer de manière positive aux résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, en particulier dans les régions vulnérables aux aléas climatiques (Kelly, 2024; Phiri et Doku, 2024). Reconnaître l'intérêt à la fois de continuer à attirer des financements climatiques et environnementaux pour l'AFAUT et de les canaliser vers des

investissements capables d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition aujourd'hui et à l'avenir est donc un moyen essentiel de résoudre les problèmes financiers.

Le financement mixte et d'autres méthodes de réduction des risques utilisent stratégiquement les fonds publics pour susciter des investissements privés dans la sécurité alimentaire et la nutrition, attirant de nouvelles ressources nettes ou réorientant les ressources existantes vers des investissements responsables. En outre, mobiliser de nouvelles sources de financement et utiliser efficacement les fonds existants, cela se fait de manière interactive. En allouant de manière optimale les financements, on peut aider à en attirer de nouveaux, une utilisation efficiente et responsable des ressources réduisant les risques et le gaspillage tout en limitant l'occurrence de résultats contradictoires.

Encadré 1: La [Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement](#) (FFD4), tenue à Séville (Espagne) du 30 juin au 3 juillet, a marqué une étape importante pour ce qui était de susciter des engagements au service du financement du développement durable. Le document final, à savoir l'Engagement de Séville, approuvé par 192 États membres de l'Organisation des Nations Unies, reconnaît la nécessité de financer davantage et plus efficacement la sécurité alimentaire et la nutrition pour «combattre l'insécurité alimentaire et la malnutrition et investir dans les systèmes agroalimentaires» (DESA, 2025, p. 5). Il contient plusieurs points importants à même de favoriser des investissements et des financements responsables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

L'Engagement de Séville reconnaît la nécessité de disposer de données plus fiables pour éclairer le financement du développement durable et d'aider les États membres à en tirer profit (clause 62). Il appelle également les acteurs privés à mieux mesurer l'impact et à l'intégrer dans la prise de décisions (clause 34b), et à mieux mesurer l'aide publique au développement (APD) et à en rendre compte (clause 40c).

L'Engagement souligne l'importance de mobiliser les ressources nationales, notamment d'élargir l'assiette fiscale, mesure complétée par la coopération fiscale internationale (clause 27), et recommande de veiller à ce que les budgets nationaux intègrent des considérations relatives à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la mise en place de systèmes agroalimentaires durables (clause 27h). En outre, il appuie l'idée de renforcer l'inclusivité et l'accessibilité du financement pour les MPME (clause 32l); de protéger et d'accroître les engagements pris en matière d'APD, idéalement en conformité avec le ratio de 0,7 pour cent du RNB (36b); et de réduire le coût des envois de fonds de migrants, de renforcer leur impact et d'améliorer la collecte de données correspondantes (clause 32o).

L'Engagement appelle à mettre le financement climatique et environnemental en phase avec les besoins nationaux et à améliorer la cohérence entre les mécanismes (clause 41a), ainsi qu'à conformer le financement privé aux objectifs publics, au vu notamment de sa capacité à favoriser le développement rural, l'agriculture et les systèmes alimentaires (clauses 31, 32k). Il recommande également d'améliorer la qualité, la transparence et l'additionnalité du financement mixte (clause 33g).

Enfin, l'Engagement réaffirme la nécessité de mettre en place une coopération multilatérale plus forte et plus cohérente et souligne l'intérêt de rendre compte régulièrement des progrès accomplis, de faire converger les politiques mondiales et de combattre la fragmentation. Tous ces points font écho aux conclusions et recommandations du présent document.

Source: DESA. 2025. Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement. Engagement de Séville. A/CONF.227/2025/L.1.

[https://documents.un.org/doc/undoc/ltd/n25/153/90/pdf/n2515390.pdf.](https://documents.un.org/doc/undoc/ltd/n25/153/90/pdf/n2515390.pdf)

4.4 Un rôle de catalyseur à jouer par le CSA

En assurant la coordination des parties prenantes et en s'engageant au plus haut niveau, le CSA peut aider à renforcer les investissements et financements responsables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. En utilisant ses produits de politique générale convenus au niveau international et fondés sur les avis du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN), il peut 1) appuyer un suivi centralisé, 2) faciliter l'apprentissage et la coordination entre ses membres, et 3) promouvoir la convergence des politiques mondiales pour faire en sorte que la sécurité alimentaire et la nutrition soient au cœur des activités de développement menées dans le monde. En fin de compte, dans ce rôle, le CSA peut aider à financer des systèmes alimentaires capables d'assurer à tous la sécurité alimentaire et la nutrition, aujourd'hui et à l'avenir, et faire progresser la réalisation du droit à une alimentation suffisante.

1. Le CSA peut aider à suivre de manière centralisée les progrès d'importantes initiatives de financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition et à centraliser les données et les méthodes de suivi.

- Promouvoir la normalisation de définitions qui englobent la sécurité alimentaire et la nutrition dans toutes ses dimensions.
- Promouvoir l'adoption d'outils de suivi appropriés et de méthodes d'optimisation des politiques, comme le 3FS et l'outil PolOpt.
- Fournir aux parties prenantes un cadre qui leur permette de rendre compte des progrès accomplis dans l'établissement d'une image cohérente des flux financiers et des déficits de financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

2. Le CSA peut faciliter l'apprentissage et la coordination entre ses membres pour faire progresser la connaissance et la cohérence des politiques à l'échelle mondiale.

- Sensibiliser les membres et les parties prenantes, au moyen de dialogues et de manifestations, au suivi financier, à l'optimisation des politiques, à la cohérence des politiques et des financements, ainsi qu'à des outils financiers innovants qui englobent l'ensemble des systèmes alimentaires et soient inclusifs et adaptés aux besoins des groupes marginalisés.
- Fournir aux membres et aux participants un cadre qui leur permette de partager leur expérience et leurs enseignements tirés des mesures prises pour mieux mesurer, suivre, utiliser efficacement et accroître les ressources consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, y compris la façon dont sont coordonnés les transferts de fonds – comme avec le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds du FIDA – pour assurer une transformation structurelle et la climato-résilience.
- Faciliter la coordination avec d'autres dialogues menés actuellement pour renforcer le financement du développement durable, notamment avec la FFD4, le volet financier du Forum des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, le G20 et le G7, ainsi qu'avec les mécanismes de financement de l'action climatique et environnementale.

3. Le CSA peut renforcer la convergence des politiques mondiales de financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

- Encourager et examiner l'adoption des Principes CSA-IRA et la diffusion d'autres produits de politique générale du CSA pour appuyer la convergence des politiques mondiales d'investissement et de financement responsables de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- Mettre l'accent sur la cohérence des politiques mondiales, utilisant des méthodes d'optimisation des politiques pour assurer la cohérence des politiques et des financements.
- Utiliser l'interface science-politique HLPE-FSN pour ancrer les processus de convergence des politiques de financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans des données scientifiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Adams Jr, R. H.** 1998. Remittances, investment, and rural asset accumulation in Pakistan. *Economic Development and Cultural Change*, 47(1), 155-173.
- Ajefu, J.B., et Ogebe, J. O.** 2021. The effects of international remittances on expenditure patterns of the left-behind households in Sub-Saharan Africa. *Review of Developments Economics*; 25: 405-429. <https://doi.org/10.1111/rode.12721>.
- Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation.** 2024. *Public Climate Finance for Food Systems Transformation* (Mise à jour 2024). S. n. Global Alliance for the Future of Food, 2024.
- Apampa, A., Clubb, C., Cosgrove, B.E., Gambarelli, G., Loth, H., Newman, R., Rodriguez Osuna, V., Oudelaar, J., et Tasse, A.** 2021. Scaling up critical finance for sustainable food systems through blended finance. Document de réflexion. Programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) du CGIAR. <https://cgspace.cgiar.org/items/68a057cd-44ce-453b-9c23-4024879324c9>.
- Assemblée générale des Nations Unies.** 2025. *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Michael Fakhri*. Cinquante-huitième session, point 3 de l'ordre du jour, A/HRC/58/48. New York (États-Unis). <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/48>.
- ATLAS Investment Barometer.** 2024. *ATLAS Investment Barometer 2024 Report*. <https://atlas.parispeaceforum.org/wp-content/uploads/2025/02/ATLAS-Investment-Barometer-2024.pdf>.
- Benni, N., Campolina, A., et Phillips, L.** 2025. *Financing food for a better future – Financing agrifood systems transformation to increase resilience, and prevent and mitigate food crises*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cd5178en>.
- Bove, R., Nordhagen, S., et Zonnenberg, M.** 2023. Innovative Finance for Nutrition. Document de réflexion du GAIN (Global Alliance for Improved Nutrition) n° 14. Genève (Suisse), 2023. DOI: <https://doi.org/10.36072/dp.14>.
- Bulman, A., Coleman, J., Merrill, E., Akwii, E., Songy, M., et Fiedler, Y.** 2024. *Filtrage des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires – Outils et conseils destinés aux autorités gouvernementales*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cd0455fr>.
- CLIC (ClimateShot Investor Coalition).** 2025. *Landscape of Climate Finance for Agrifood Systems 2025*. <https://climateshotinvestor.org/publications/landscape-of-climate-finance-for-agrifood-systems-2025>.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement).** 2023. SDG investment is growing, but too slowly: The investment gap is now \$4 trillion, up from \$2.5 in 2015. *SDG Investment trends monitor (Issue 4)*. Genève (Suisse). https://unctad.org/system/files/official-document/diaemisc2023d6_en.pdf.
- CPI (Climate Policy Initiative) [Daniela Chiriac, Harsha Vishnumolakala, Paul Rosane]** 2023. Landscape of Climate Finance for Agrifood Systems. San Francisco (États-Unis d'Amérique), Climate Policy Initiative. <https://www.climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2023/11/Landscape-of-Climate-Finance-for-Agrifood-Systems.pdf>.
- Crumpler, K., et Meybeck, A.** 2020. *Adaptation in the agriculture sectors: leveraging co-benefits for mitigation and sustainable development*. Rome, FAO.
- CSA (Comité de la sécurité alimentaire)** . 2023. *Programme de travail pluriannuel du CSA*. CFS 2023/51/7, p. 9. Rome, FAO. <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/nn204fr>.
- Damania, R., Balseca, E., de Fontaubert, C., Gill, J., Kim, K., Rentschler, J., Russ, J., and Zaveri, E.** 2023. *Detox Development: Repurposing Environmentally Harmful Subsidies*. Washington, Banque mondiale. doi:10.1596/978-1-4648-1916-2.

Dell'Aira, C., Rovelo-Velazquez, N., LaHaye, S., Lok, X. C., Nordhagen, S., Dorey, S., et Vilar-Compte, M. 2025. Dual Challenges, Shared Wins: Unlocking Climate Financing for Nutrition. PREPRINT (Version 1). Dans: *Research Square*. Disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.21203/rs.3.rs-6272252/v1>.

Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. 2025. Outcome document of the Fourth International Conference on Financing for Development. New York (États-Unis d'Amérique), DESA. <https://financing.desa.un.org/sites/default/files/ffd4-documents/2025/Compromiso%20de%20Sevilla%20for%20action%2016%20June.pdf>.

Development Initiatives. 2024. *Falling short? Humanitarian funding and reform.* <https://devinit.org/resources/falling-short-humanitarian-funding-reform/>.

Díaz-Bonilla, E. 2021. *Financing SGD2 and ending hunger.* Center for Development Research (ZEF), en coopération avec le Groupe scientifique formé à l'occasion du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021. https://scfss2021.org/wp-content/uploads/2021/06/FSS_Brief_Financing_SDG2_and_Ending_Hunger.pdf.

Díaz-Bonilla, E. 2023. *Financing the Transformation of Food Systems: A Flow of Funds Approach.* FSEC [Food System Economics Commission]. <https://foodsystemeconomics.org/wp-content/uploads/Diaz-Bonilla-2023.pdf>.

Díaz-Bonilla, E., McNamara, B., Swinnen, J., et Vos, R. 2023. Financial imperatives to food system transformation. *Nature Food* 4, 531-533. <https://doi.org/10.1038/s43016-023-00785-y>.

El Harty, K., et Smaller, C. 2024. *Modelling the additional investment needed to end hunger: Why are the cost estimates so wildly different?* <https://www.shambacentre.org/modelling-the-additional-investment-needed-to-end-hunger>.

Elwin P., Amadi E., Mitchell E., et Hunter P. 2023. *Financial Markets Roadmap for Transforming the Global Food System, Planet Tracker 2023.* Londres, Planet Tracker. <https://planet-tracker.org/wp-content/uploads/2023/03/Financial-Markets-Roadmap-for-transforming-the-Global-Food-System.pdf>.

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2023. *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Pour une transformation des systèmes agroalimentaires: connaître le coût véritable des aliments.* Rome, FAO.

FAO. 2024. *La Situation des marchés des produits agricoles 2024. Commerce international et nutrition: plus de cohérence entre les politiques pour une alimentation saine.* Rome, FAO.

FAO. 2025a. FAO showcases policy optimization tool developed by the MAFAP programme at Global Environment Facility's technical advisory meetings. Dans: *FAO, Monitoring and Analysing Food and Agricultural Policies*. [Consulté le 23 juin 2025] <https://www.fao.org/in-action/mafap/news-details/fao-showcases-policy-optimization-tool-developed-by-the-mafap-programme-at-global-environment-facility-technical-advisory-meetings/en>.

FAO. 2025b. Dépenser plus intelligemment dans l'alimentation et l'agriculture – Rendre les dépenses publiques plus efficaces avec l'Outil d'optimisation des politiques de la

FAO. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/72154ac7-9fa8-44e3-ba71-7b0abd2af5a8/content>.

FAO, FIDA (Fonds international du développement agricole), OMS (Organisation mondiale de la Santé), PAM (Programme alimentaire mondial) et UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance). 2022. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable.* Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc0639fr>.

FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2024. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024. Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition.* Rome, FAO. <https://openknowledge.fao.org/items/d5907579-a913-42ee-80fb-9aad078d5dc4>.

FAO, OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires) et PAM. 2025. *Saving lives, time and money – Evidence from anticipatory action – May 2025.* Rome. <https://doi.org/10.4060/cd5250en>.

FAO, PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement). 2021. *Une opportunité se chiffrant à plusieurs milliards de dollars. Réorienter le soutien à l'agriculture pour transformer les systèmes alimentaires. En bref.* Rome. <https://doi.org/10.4060/cb6683fr>.

FAOSTAT. 2025: Données de la sécurité alimentaire. Dans: FAO [Consulté le 27 mars 2025] <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS>.

FEM (Fonds pour l'environnement mondial). 2021. *GEF-8 Programming Directions.* Document GEF/R.08/05. <https://www.thegef.org/council-meeting-documents/gef-r-08-05>.

FEM. 2023. *GEF-8: Moving Toward an Equitable, Nature-Positive, Carbon-Neutral and Pollution-Free World.* https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2023-10/GEF8_IP_Overview_2023_10.pdf.

FEM. 2024. New \$282 million GEF program targets climate and environment action through agriculture and food systems. Dans: FEM. 6 décembre 2024. <https://www.thegef.org/newsroom/press-releases/new-282-million-gef-program-targets-climate-and-environment-action-through>.

FIDA. 2017. *Travailleurs migrants et envois de fonds: vers la réalisation des objectifs de développement durable, une famille à la fois.* Rome, FIDA.

https://www.ifad.org/documents/48415603/49751941/SendingMoneyHome_f_W.pdf/2a3fda56-9af6-3e45-a378-484961945270?t=1726641853187.

FIDA. 2024. *Envois de fonds pour l'adaptation au changement climatique au Mali.* Rome, FIDA.

https://ffremittances.org/wp-content/uploads/2024/11/ClimateChangeandRemittancesinMali_f_WEB.pdf.

FIDA et Banque mondiale. 2023. 3FS Tracking Financial Flows to Food Systems – Factsheet. Rome, FIDA.

<https://www.ifad.org/documents/d/knowledge/3fs-factsheet>.

FIDA, G20 et GPFI (Partenariat mondial pour l'inclusion financière). 2024. *Promoting financial inclusion through digitalization of remittances.* Rome, FIDA. <https://www.ifad.org/documents/48415603/49747559/gpfi-report-2024.pdf>.

Fondation Gates. 2024. *Principles for Allocating Finance for Development and Climate Goals.*

https://docs.gatesfoundation.org/documents/gates_foundation_principles_finance_for_development_and_climate_goals.pdf.

FVC (Fonds vert pour le climat). 2025. Health, food, and water security. Themes & Result Areas. Dans: *Green Climate Fund.* <https://www.greenclimate.fund/results/health-food-water-security>.

Galbiati, G.M., Yoshida, M., Benni, N., et Bernoux, M. 2023. *Climate-related development finance to agrifood systems – Global and regional trends between 2000 and 2021.* Rome, FAO.

Greener, R., Picanyol, C., Mujica, A., et Allan, S. 2016. *Analysis of Nutrition-Sensitive Budget allocations: Experience From 30 Countries. Maximising the Quality of Scaling Up Nutrition (MQSUN).* Washington, SUN Movement.

<https://scalingupnutrition.org/sites/default/files/2022-01/MQSUN-Report-Nutrition-sensitive-Allocations-160311.pdf>.

Hammar, A. (dir. pub.). 2014. *Displacement economies in Africa: Paradoxes of crisis and creativity.* Uppsala, Londres et New York (États-Unis d'Amérique). ZED Books.

HLPE (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition). 2013. *Paysans et entrepreneurs: investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire.* Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome.

HLPE. 2020. *Sécurité alimentaire et nutrition: énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030.* Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome.

Hou-Jones, X., et Sorsby, N. 2023. The unsung giants of climate and nature investment: insights from an international survey of local climate and nature action by smallholder forest and farm producers. Londres, Institut international pour l'environnement et le développement. <https://www.iied.org/21976iied>.

Idika, J. E., I. J., Osuji, J. I., Ozioko, J. N., et Kalu, S. 2024. Financing practices and sustainable food security in emerging economies. Dans: *1st Colmas Global Virtual Conference, Managing Value Chain for Sustainable Food Security in Emerging Economies*, p. 188-195. https://jormass.com/conference-2023/wp-content/uploads/2024/12/COLMAS_CONF2024.pdf#page=222.

Jain, S., Ahsan, S., Robb, Z., Crowley, B., et Walters, D. 2024. The cost of inaction: a global tool to inform nutrition policy and investment decisions on global nutrition targets. *Health Policy and Planning*, Volume 39(8), p. 819-830, <https://doi.org/10.1093/heapol/czae056>.

Karas, O., et Kohlenberger, J. 2023. *So schaffen wir das: Wie wir das Thema Asyl & Migration dem linken und rechten Rand abnehmen und die Krise überwinden*. Edition a, Vienne.

Kelly, A. M. 2024. Battling for food security in Africa: Is climate finance the missing bullet? *World Food Policy*, 10(2), 227-253. <https://doi.org/10.1002/wfp2.12078>.

Kharas, H., Prizzon, A., et Rogerson, A. 2015. *Financing the post-2015 Sustainable Development Goals - A rough roadmap*. Overseas Development Institute (ODI). <https://media.odi.org/documents/9374.pdf>.

Mabrouk, F., et Mekni, M.M. 2018. Remittances and Food Security in African Countries. *African Development Review*, 30: 252-263. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12334>.

Mapanje, O., Karuaihe, S., Machethe, C., et Amis, M. 2023. Financing Sustainable Agriculture in Sub-Saharan Africa: A Review of the Role of Financial Technologies. *Sustainability*, 15(5), 4587. <https://doi.org/10.3390/su15054587>.

Marson, M. 2025. Effects of public expenditure for agriculture on food security in Africa. *Empirical Economics* 68, 2673-2704. <https://doi.org/10.1007/s00181-025-02713-4>.

Mazzucato, M. 2025. *Reimagining financing for the SDGs: from filling gaps to shaping finance*. Note d'orientation du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, n° 170, Special issue. New York, Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales; University College London Institute for Innovation and Public Purpose.

Milner, J. 2019. Refugees, Peacebuilding, and Paternalism: Lessons from Mozambique. Dans: J. Milner, M. Bradley, et B. Peruniak (dir. pub.), *Refugees' Roles in Resolving Displacement and Building Peace: Beyond Beneficiaries* (p. 115 à 131). Georgetown University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctvfrxq90.11>.

Mirza, H. 2024. *The Responsible Agricultural Investment Tool for Agribusiness and Case Studies: Summary of work and synthesis of results*. Appui au développement autonome (ADA), Smallholder Safety Net Upscaling Programme (SSNUP), et Institut international du développement durable (IIDD). <https://www.ada-microfinance.org/sites/default/files/2025-01/rai-synthesis-V3%201.pdf>.

Mishra, K., Kondratjeva, O., et Shively, G.E. 2022. Do remittances reshape household expenditures? Evidence from Nepal. *Global Development*, Vol 157, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105926>.

Murphy, B., et Barry-Jester, A.M. 2025. Death, Sexual Violence and Human Trafficking: Fallout From U.S. Aid Withdrawal Hits the World's Most Fragile Locations. Dans: *ProPublica*. New York, ProPublica. [Consulté le 13 juin 2025] <https://www.propublica.org/article/trump-usaid-malawi-state-department-crime-sexual-violence-trafficking>.

Nguyen, L., Russ, J., et Triyana, M. 2023. *The Effect of Agricultural Input Subsidies on Productivity*. Washington, Banque mondiale.

Nutrition International. 2024. The Cost of Inaction Tool. *Online Resource*. [consulté le 28 avril 2025] <https://www.nutritionintl.org/learning-resource/cost-inaction-tool/>.

Nyiwul, L., et Koirala, N.P. 2022. Role of foreign direct investments in agriculture, forestry and fishing in developing countries. *Future Business Journal*, Vol 8(50). <https://doi.org/10.1186/s43093-022-00164-2>.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2025a. *Réductions de l'aide publique au développement: Projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme.* Les notes de synthèse de l'OCDE, Éditions OCDE. Paris. https://www.oecd.org/content/dam/oecd/fr/publications/reports/2025/06/cuts-in-official-development-assistance_e161f0c5/811056e3-fr.pdf.

OCDE. 2025b. *Perspectives mondiales du financement du développement durable 2025: Vers une architecture plus résiliente et inclusive.* Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/1af1c624-fr>.

ONU (Organisation des Nations Unies). 2019. Climate change recognized as 'threat multiplier', UN Security Council debates its impact on peace. *ONU Info.* [Consulté le 27 février 2025] <https://news.un.org/en/story/2019/01/1031322>.

PAM. 2017. Aux racines de l'exode: Sécurité alimentaire, conflits et migration internationale. Rome. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020872/download/?_ga=2.252964809.1725305431.1756124656-1455443744.1756124656.

Phiri, A., et Doku, I. 2024. Is climate finance aiding food security in developing countries? A focus on Sub-Saharan Africa. *Cogent Economics & Finance*, 12(1). <https://doi.org/10.1080/23322039.2024.2312777>.

Purkey, A. 2019. Transformative Justice and Legal Conscientization: Refugee Participation in Peace Processes, Repatriation, and Reconciliation. Dans: M. Bradley, J. Milner, et B. Peruniak (dir. pub.), *Refugees' Roles in Resolving Displacement and Building Peace: Beyond Beneficiaries*, p. 75-94. Georgetown University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctvfrxq90.9>.

Ratha, D., Plaza., S., et Kim., J. K. 2024. En 2024, les envois de fonds des migrants vers les pays en développement devraient atteindre 685 milliards de dollars et dépasser le montant cumulé des IDE et de l'APD. Dans: *Banque mondiale blogs*. Washington. [Consulté le 13 juin 2025] <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/envois-de-fonds-migrants-2024>.

Reardon, T. 2025, Rocking the Boat to Change the Debate: Identifying and Testing Conventional Wisdom. *Agricultural Economics* e70014. <https://doi.org/10.1111/agec.70014>.

Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2024. *Global Food Crisis Report 2024*. Rome. <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2024-full.pdf>.

Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2025. *Global Report on Food Crises 2025*. Rome. <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2025-full.pdf> (résumé disponible en français: Rapport mondial sur les crises alimentaires 2025. <https://www.unocha.org/attachments/0b453cbe-f34e-4441-a5dd-64c42c322c77/GRFC2025-brief-fr.pdf>).

Rosegrant, M. W., Sulser, T. B., et Wiebe, K. 2022. Global investment gap in agricultural research and innovation to meet Sustainable Development Goals for hunger and Paris Agreement climate change mitigation. *Frontiers in Sustainable Food Systems*. 6:965767. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2022.965767>.

Ruggeri Laderchi, C., Lotze-Campen, H., DeClerck, F., Bodirsky, B.L., Collignon, Q., Crawford, M.S., Dietz, S., Fesenfeld, L., Hunecke, C., Leip, D., Lord, S., Lowder, S., Nagenborg, S., Pilditch, T., Popp, A., Wedl, I., Branca, F., Fan, S., Fanzo, J., Ghosh, J., HarrissWhite, B., Ishii, N., Kyte, R., Mathai, W., Chomba, S., Nordhagen, S., Nugent, R., Swinnen, J., Torero, M., Laborde Debouquet, D., Karfakis, P., Voegele, J., Sethi, G., Winters, P., Edenhofer, O., Kanbur, R., et Songwe, V. 2024. *The Economics of the Food System Transformation*. Global Policy Report. Oslo, FSEC.

Shekar, M., Okamura, K. S., Vilar-Compte, M., et Dell'Aira, C. 2024. *Investment Framework for Nutrition 2024*. Washington. Banque mondiale.

Subramaniam, Y., Masron, T.A. et Azman, N.H.N. 2022. Remittances and food security. *Journal of Economic Studies*, 49(4): 699-715. <https://doi.org/10.1108/JES-05-2020-0239>.

Tada, M., Hu, D., et Tokrisna, R. 2012. The Role of Foreign Direct Investment and Food Processing Industry toward High Value Agriculture in Asia. *Japan Agricultural Research Quarterly: JARQ*, 43(4): 317-322. <https://doi.org/10.6090/jarq.43.317>.

Tiwari, S., Daidone, S., Ruvalcaba, M. A., Prifti, E., Handa, S., Davis, B., Niang, O., Pellerano, L., Van Ufford, P. Q., et Seidenfeld, D. 2016. Impact of Cash Transfer programs on Food Security and Nutrition in sub-Saharan Africa: A Cross-Country Analysis. *Global food security*, 11, 72-83. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2016.07.009>.

UNFSS (Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires), Banque mondiale, The Food and Land Use Coalition, et IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires). 2021. Food Finance Architecture: Financing a Healthy, Equitable, and Sustainable Food System. Washington. *Groupe de la Banque mondiale*. <https://go.nature.com/43rdrxw>.

Wattel, C., Negede, B., Desczka, S., Pamuk, H., Van Asseldonk, M., Castro Nunez, A., Amahnui, G.A., Borda Almanza, C.A., Vanegas Cubillos, M., Marulanda, J.L., Chen, K., Song, Z., Barnard, J., et Shikuku, K. 2024. *Finance for low-emission food systems: Six financial instruments with country examples*. Low-Emission Food Systems Technical Report. Montpellier (France), Système CGIAR. <https://hdl.handle.net/10568/138857>.

Woodhill, J., Surie, M., et Jones, K. 2024. Financing food systems transformation and rural revitalization: Opportunities and challenges. https://www.donorplatform.org/wp-content/uploads/2025/01/GDPRD-Draft-Background-Paper-for-AGA2024_2024NOV19.pdf.

Yang, D. 2011. Migrant remittances. *Journal of Economic perspectives*, 25(3): 129-152.

Zhao, Y., et Chen, Y. 2023. Global Patterns of Agricultural Investment and Food Security: Evidence from the fDi Markets Database. *Foods, Basel*, 12(9):1827. <https://doi.org/10.3390/foods12091827>.



www.fao.org/cfs/cfs-hlpe